Délibération affichée à l'Hôtel de Ville
et transmise au représentant de l'Etat
le 25 novembre 2014

CONSEIL DE PARIS

Conseil Municipal

Extrait du registre des délibérations

Séance des 17, 18 et 19 novembre 2014

2014 V 279 Vœu relatif aux délais de présentation des bilans.

Le Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil Municipal,

En juillet 2013, le Conseil de Paris votait en faveur d'un bilan des conventions d'occupation du domaine public à réaliser annuellement, en indiquant les choix qui ont été faits en matière de critères d'attribution, de montant de la redevance et de durée de l'occupation.

Considérant que l'analyse des bilans des conventions d'occupation du domaine public, au-delà d'une simple visée informative, doit permettre d'améliorer leur place au sein de l'action municipale,

Considérant que ce bilan doit permettre aux élus d'obtenir des indications leur permettant d'émettre des propositions en vue d'en améliorer le fonctionnement,

Considérant que, comme pour le bilan sur l'action des délégations de services publics, il est important que les élus puissent être informés dans des délais raisonnables de l'action menée via ces délégations,

Considérant qu'un travail de fond est nécessaire afin de travailler à l'étude et au renouvellement de certaines conventions, délégations de services publics ou baux emphytéotiques,

Considérant que l'objectif de la municipalité est d'améliorer le rendement de ses conventions, par la qualité du service qu'elles offrent aux Parisiennes et aux Parisiens et le montant des redevances qui remontent à la Ville,

Considérant le vœu de la municipalité et son objectif d'avancer de manière concertée et efficace sur le sujet,

Sur la proposition de M. Jean-Bernard BROS, M. Buon Huong Tan et des élus du groupe « Radical de gauche, centre et indépendants »,

Emet le vœu que :

- le bilan annuel de l'activité des conventions d'occupation du domaine public soit présenté dans le délai de 12 mois après la fin de l'exercice concerné ;
- ce délai soit également respecté pour la présentation des rapports des délégations de service public.